

**ARRÊTÉ DE MISE EN SÉCURITÉ - PROCÉDURE URGENTE**  
**Immeuble sis à Clamecy, 11 place Saint-Jean**

Le Maire de la Ville de Clamecy,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L 511-19 à L 511-22 et les articles R.511-1 à R.511-13,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L.2131-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1,

Vu l'arrêté municipal de mise en sécurité - Procédure urgente n°2022-650 en date du 17/10/2022,

Vu le rapport dressé par Monsieur Sébastien CHEVRIER, gérant de la SARL CHEVRIER Ingénierie, Bureau d'études techniques, 7 rue Marie Laurencin, 03400 YZEURE, concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation,

**CONSIDERANT** qu'il ressort du rapport susvisé que :

- Il est observé une grande déformation de la façade en pan de bois côté place Saint-Jean. Le pignon penche en marquant une brisure verticale, à la jonction de la pointe du pignon, avec le haut du plancher haut 2<sup>ème</sup> étage (3<sup>ème</sup> lisse en partant depuis la maçonnerie). Il est noté la dégradation importante de la première lisse du bas, derrière la partie anciennement renforcée, en métal (angle de la rue du Marché avec la place Saint-Jean). Une poutre à l'intérieur du restaurant est brisée au plancher haut rez-de-chaussée. Les fermes et la charpente possèdent des déplacements et déformations importants dans la hauteur du deuxième étage. Quelques assemblages sont déformés par les déformations.
- Les déformations engendrent des déformations supplémentaires et des contraintes dans les matériaux (déformations du second ordre), phénomène qui va s'amplifier. Les brisures, les petites transformations ainsi que les réparations non appropriées (*ex. de la pièce métallique dans l'angle stockant l'eau, provoquant la dégradation des pièces de bois*) continuent la mise en danger de l'ouvrage.

**CONSIDERANT** que l'ensemble de l'immeuble présente un danger latent pour les personnes et les biens,

**CONSIDERANT** qu'il ressort de ce rapport qu'il y a lieu d'ordonner de nouvelles mesures indispensables pour faire cesser ce danger imminent dans un délai fixé, mesures complémentaires à celles déjà prescrites par l'arrêté municipal de mise en sécurité - Procédure urgente n°2022-650 en date du 17/10/2022 susvisé,

## ARRÊTE

**ARTICLE 1<sup>er</sup> :** Madame Marcelle, Jeanne, Thérèse THEVENARD, épouse DANJEAN, née le 22/11/1939 à Le Blanc Mesnil (78), domiciliée 116 rue Jean Jaurès, 93470 COUBRON, usufruitière, Monsieur Philippe, Marcel, Albert DANJEAN, né le 24/07/1974 à Montfermeil (93), domicilié 116 rue Jean Jaurès, 93470 COUBRON, et Madame Florence, Pascale, Geneviève DANJEAN, née le 25/07/1961 à Clamecy (58), domiciliée 4 Villa du Roi Henri IV, 92370 CHAVILLE, nu-propriétaires de l'immeuble sis à Clamecy, 11 place Saint-Jean, cadastré section BM n°166, sont mis en demeure de mettre en œuvre, sans délai, les mesures suivantes :

- Etayer la façade du bâtiment donnant sur la rue du Marché : mise en place d'étalement en extérieur (fermes en bois lestées sur massifs en béton) avec d'éventuels renforts à l'intérieur.

L'exploitation du restaurant l'ANGELUS sera interdite tant que cette structure provisoire ne sera pas réalisée.

Les travaux de mise en sécurité devront être réalisés par des entreprises qualifiées et assurées, munies de toutes les autorisations administratives et privées.

**ARTICLE 2 :** Faute pour les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> d'avoir exécuté les mesures ci-dessus prescrites dans les délais précisés ci-dessus, il y sera procédé d'office par la commune et à leurs frais.

**ARTICLE 3 :** Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues à l'article L. 511-22 du code de la construction et de l'habitation.

**ARTICLE 4 :** Si les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup>, à leur initiative, ont réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elles sont tenues d'en informer les services de la commune qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectuée par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

Les personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> tiennent à disposition des services de la commune tous justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté sera notifié aux personnes mentionnées à l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus par lettre remise contre signature ou tout autre moyen conférant date certaine à la réception.

Il sera également notifié à Monsieur Cyrille GIRAULT et Madame Anne-Françoise GIRAULT, gérants de la SARL A.F.C. GIRAULT, exploitants du restaurant l'ANGELUS, 11 place Saint-Jean.

Le présent arrêté sera affiché sur les lieux ainsi qu'en mairie.

**ARTICLE 6 :** Le présent arrêté est transmis à Monsieur le Préfet de la Nièvre.

**ARTICLE 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Dijon, 22 rue d'Assas, 21000 Dijon, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Clamecy, le 29/11/2022

Le Maire,



Nicolas BOURDOUNE

Envoyé en préfecture le 30/11/2022

Reçu en préfecture le 30/11/2022

Publié le



ID : 058-215800798-20221129-A2022\_719-AI